



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 09 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMCOR FLEXIBLES MONTREUIL BELLAY SAS

ZI de la Petite Champagne
49260 Montreuil-Bellay

Références : 2026-161_AMCOR FLEXIBLES MONTREUIL BELLAY_INSP_RAP
Code AIOT : 0006302121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES MONTREUIL BELLAY SAS implanté ZI de l'Europe Rue des Ammonites 49260 Montreuil-Bellay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR FLEXIBLES MONTREUIL BELLAY SAS
- ZI de l'Europe Rue des Ammonites 49260 Montreuil-Bellay
- Code AIOT : 0006302121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR FLEXIBLES MONTREUIL-BELLAY exploite dans la zone industrielle de l'Europe à

Montreuil-Bellay des installations de fabrication d'emballages souples imprimés, dont des emballages complexés, pour le conditionnement de produits des industries cosmétiques, alimentaires, pharmaceutiques. Les installations du site sont exploitées sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29 avril 2010. Le site est également visé par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, et concerné à ce titre par la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées pour une consommation de solvants organiques supérieure à 200 tonnes par an.

La dernière visite de l'inspection a eu lieu le 16 mars 2023.

La présente visite a pour objectif de faire un point sur les suites de la visite précédente.

Les installations visitées :

- local de stockage des encres
- local de préparation des encres
- les lignes de production
- les conteneurs de produits semi-finis
- les réservoirs de stockage d'acétate d'éthyle

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conteneurs de stockage de produits semi-finis - implantation	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Point 3.11.2 de l'annexe	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage d'acétate d'éthyle - rétention liée au stockage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.4.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Limiteur de remplissage	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Point 2.4-e.	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		de l'annexe et AP du 29/04/2010 Article 8.5.4.3.		
5	Réduction des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article Chapitre 1.2	/	Sans objet
6	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 9.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a avancé dans la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) sur son site, suite à l'analyse du réexamen IED.

Le projet d'extension permettant le déplacement du stockage situé dans les conteneurs n'est toujours pas acté, et le risque en cas d'incendie de ceux-ci n'est pas maîtrisé au sein du périmètre de l'installation classée.

Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage d'acétate d'éthyle - rétention liée au stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour</p>

son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Constats :

L'inspection a constaté le bon état de la rétention présente sous le stockage d'acétate d'éthyle. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit réaliser un contrôle périodique de l'étanchéité de celle-ci. Ce contrôle doit être consigné dans un registre.

En raison des conditions climatiques, la présence d'eau dans le fond de la rétention a été observée. L'exploitant a indiqué que le dispositif d'obturation est équipé d'une vanne murale d'isolement qui est systématiquement fermée.

L'exploitant a transmis les consignes d'entretien de la rétention qui expliquent les manœuvres à réaliser, et notamment l'ouverture de la vanne afin d'évacuer les eaux de pluie vers le bassin.

La fermeture des vannes après cet entretien est spécifié.

En cas d'incendie, une vérification de la position de la vanne est réalisée par le responsable. La fiche de consignes Incendie / Alarme a été transmise à l'inspection.

L'exploitant veillera à évacuer les eaux de pluie constatées en fond de rétention dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conteneurs de stockage de produits semi-finis - implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes :

- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,
- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Constats :

L'inspection a constaté la présence des conteneurs situés à 2 mètres de la limite de propriété sud. Les conditions sont identiques à celles mentionnées dans le constat réalisé lors de la visite de mars

2023.

L'exploitant a indiqué que le projet d'extension permettant d'envisager le déplacement de ce stockage n'a pas été validé par le groupe à ce stade, mais il reste d'actualité.

Les conditions de stockage ne respectent pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, procéder à un retour à la conformité de la situation vis-à-vis de la prescription de l'arrêté du 14 janvier 2000.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Limiteur de remplissage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Point 2.4-e. de l'annexe et AP du 29/04/2010 Article 8.5.4.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Débordement lors du dépotage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 03/02/2022 - Annexe point 2.4-e.

[...] pour les grandes quantités, les réservoirs de stockage en vrac sont équipés d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau haut, et de systèmes d'arrêt si nécessaire.[...]

Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 8.5.4.3.

Le limiteur de remplissage est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un dispositif permettant de connaître le niveau de remplissage des cuves d'acétate d'éthyle. Ce dispositif est relié à une alarme de niveau haut, qui émet un signal sonore, ainsi qu'un signal lumineux, dont l'éclairage est disposé sur le bâtiment principal de l'exploitant, situé en face du stockage d'acétate d'éthyle.

Ce dispositif correspond à la mise en œuvre de la MTD n° 5.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Point 3.11.2 de l'annexe			
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique d'énergie			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivants :			
Secteur	Type de produit	Unité	Niveaux d'efficacité énergétique(moyenne annuelle)
Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition	Tous les types de produits	Wh/m ² de surface imprimée	350
Constats :			
<p>L'exploitant a fait réaliser en 2024 une analyse de sa consommation énergétique. Celle-ci a été établie à partir des consommations observées en 2023 et en 2022.</p> <p>Les résultats de cette étude indiquent un bilan énergétique de 269 Wh/m² pour l'année 2023. En comparaison, les données 2022 faisaient état d'un bilan de 334 Wh/m², révélant les efforts réalisés pour optimiser les consommations sur site.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant suit mensuellement ses consommations, qu'il met en lien avec les productions mensuelles. Le tableau transmis précise les valeurs de juillet 2025 à janvier 2026. Ces données sont comprises entre 73 WH/m² (en juillet) et 240 WH/m² (en décembre).</p> <p>L'exploitant transmettra un tableau avec l'ensemble des données pour l'année 2025, ainsi que la moyenne annuelle, afin de justifier que la valeur limite imposée par la MTD n° 19 est respectée.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 30 jours			

N° 5 : Réduction des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article Chapitre 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée :
<p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]</p> <p>Dossier de réexamen IED : Référence : R-ELF-2106-01c page 183/201 MTD 5-f Afin d'éviter ou de réduire les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants et/ou de matières dangereuses, la MTD consiste à appliquer les</p>

principes de bonne gestion interne à l'aide de toutes les techniques énumérées ci-dessous.

Techniques de pompage et de manutention des liquides

Captage des vapeurs de COV lors de la livraison de matières contenant des solvants. Lors de la livraison en vrac de matières contenant des solvants (remplissage ou vidange des réservoirs, par exemple), les vapeurs qui sont refoulées à l'extérieur des réservoirs de réception sont captées, généralement par ventilation par l'arrière.

Peut ne pas être applicable aux solvants à faible pression de vapeur, ou pour des raisons de coûts.

AMCOR va réaliser une étude technico-économique dans le délai des 4 ans suite parution des MTD pour estimer les coûts de mise en place de ce système et pour définir au regard du temps de cette opération si cette mise en conformité est réalisable.

Constats :

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées, après la visite d'inspection, l'étude technico économique réalisée sur le captage des vapeurs de COV lors de la livraison de l'acétate d'éthyle.

Il a analysé les phases d'émissions fugitives lors du raccordement et de la déconnexion des tuyaux d'alimentation entre le camion et les cuves d'acétate d'éthyle, seule période où elles se produisent .

L'étude conclut à l'absence d'intérêt technico-économique de la réalisation d'une aspiration des émissions diffuses au droit des raccordements, en raison de la faible concentration, du temps d'utilisation annuel du dispositif (environ 7 minutes, entre 11 et 14 fois par an) et des conséquences sur le fonctionnement global de l'oxydateur (arrivée de grandes quantités d'air très faiblement chargés en COV demandant à l'oxydateur une importante quantité d'énergie pour compenser et rester à température). Le coût estimé de l'opération est compris entre 50 et 60 000 €.

L'Inspection prend acte de ce positionnement. Pour rappel, l'exploitant met par ailleurs en œuvre les techniques a), b), c), d), e) et g) de la MTD5.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée au minimum tous les 5 ans par un organisme ou une personne qualifiée [...].

Constats :

L'exploitant a transmis l'étude acoustique réalisée par IRH Ingénieur Conseil en fin d'année 2024, sur la base d'écoutes qui ont eu lieu le 21 octobre 2024 et le 8 novembre 2024.

Les conclusions de l'étude indiquent une conformité des niveaux sonores, ainsi que des émergences conformes à l'émergence réglementaire.

Le contrôle précédent avait été réalisé les 2 et 3 septembre 2019.

Type de suites proposées : Sans suite